

[Text]

**Mr. Weiner:** I do not know whether the money is there. You are asking me a question about a program of the Department of External Affairs.

**Mr. Mills:** Thank you. That is all I need to know.

**Mr. Weiner:** I would like to respond to the first concern the member raised. He asked why we could not accept the definition Ms Mitchell was offering and which she felt would be helpful. As was explained, this is clearly not the Multiculturalism Act. There is Bill C-93, which indeed did attempt to define multiculturalism. It attempted to give understanding to what we are doing.

• 0820

This is a very technical piece of legislation; it constructs a department. The law that caused the Secretary of State to be formed did not define the components of today's Secretary of State. You can see the lengthy process in putting through legislation forming a department. This is simply the government's intention to manage certain activities within a department. One of those activities is multiculturalism.

By the way, if we were to define it, you and I could not agree on a definition in any case. I have a much broader and more involved definition than you, and it would not have been handled by the few words you wanted to add. In fact, it would not do justice to my own feeling about what I am doing. On the other hand, you completely avoided citizenship, which is an important component.

**Ms Mitchell:** We had that in the original definition in committee, and you ruled it out.

**Mr. Weiner:** No, I did not rule anything out. On all grounds, I do not think it added anything. There is now enough opportunity to put definition and process to what we are doing. This is a piece of legislation that forms a department. The legislation that constructed the Department of Finance, I wonder if it defined all the financial institutions it has to deal with. It could not have envisaged the programs it has today. To open up the act every time you want to add a program or take one away places a very cumbersome burden on the elected people. I do not think it added anything. It does not change the commitment of the government or of the members. There is enough opportunity to put forward a definition and give an understanding.

**Mrs. Maheu (Saint-Laurent—Cartierville):** I disagree with you radically. We were trying to give you teeth, support, and everything we suggested was thrown out. I feel very disappointed about that. I also feel it shows a serious lack of commitment. I question the government's commitment to multiculturalism, period. I do not think I have ever seen a bill that does not have a definition of all terms, goals, and principles in the preamble.

I would like to get to the budget on multiculturalism.

[Translation]

**M. Weiner:** Je ne sais pas si cet argent s'y trouve. Vous me posez une question au sujet d'un programme du ministère des Affaires extérieures.

**M. Mills:** Merci. C'est tout ce que je veux savoir.

**M. Weiner:** Je voudrais maintenant répondre au premier point soulevé par le député. Il m'a demandé pourquoi nous n'avions pas voulu accepter la définition proposée par M<sup>me</sup> Mitchell; celle-ci estimait que sa définition pouvait être utile. Comme je l'ai expliqué, il ne s'agit pas dans ce cas-ci de la Loi sur le multiculturalisme. C'est le projet de loi C-93 qui tentait de définir le multiculturalisme. Il tentait de préciser ce que devait être notre action.

Ce texte législatif est un texte de pure forme; il porte création d'un ministère. La loi organique du Secrétariat d'Etat ne définissait pas les divers éléments qui composent aujourd'hui le ministère. Nous savons que le processus d'établissement d'un ministère peut être long. La mesure actuelle donne simplement suite à l'intention exprimée par le gouvernement de mieux gérer certaines activités du ministère. Une de ces activités est le multiculturalisme.

De toute façon, vous et moi ne pourrions sans doute pas nous entendre sur une définition. Ma définition est beaucoup plus étendue et beaucoup plus complexe que la vôtre; elle n'aurait pas pu être décrite par les quelques mots que vous vouliez ajouter. Elle n'aurait pas correspondu à ce que je considère être ma mission. Vous évitiez complètement la citoyenneté, un élément que je considère très important.

**Mme Mitchell:** Nous l'avions incluse dans notre première définition en comité, mais vous l'avez rejetée.

**M. Weiner:** Je n'ai pas écarté quoi que ce soit. Je pensais seulement que votre définition n'ajoutait rien à ce qui se trouvait déjà dans la loi. Nous avons maintenant l'occasion de préciser davantage le sens de notre action. Cette mesure crée un ministère. Je me demande si la loi portant création du ministère des Finances indiquait quelles étaient toutes les institutions financières qui devaient traiter avec lui. Bien des programmes existant aujourd'hui n'avaient sûrement pas été prévus au départ. Reprendre la loi chaque fois qu'il faut ajouter ou supprimer un programme risquerait d'imposer un fardeau très lourd aux élus du peuple. La définition n'ajoutait rien à ce qui existait déjà, à mon avis. Elle ne modifiait pas l'engagement du gouvernement ou de ses membres. Et il est possible de préciser l'action du ministère sans tout remettre en cause.

**Mme Maheu (député de Saint-Laurent—Cartierville):** Je suis tout à fait en désaccord avec vous. Nous avons tenté de vous donner des pouvoirs réels, de vous donner notre appui, et vous avez tout rejeté tout ce que nous avons proposé. J'en ai été très déçue. Je pense que c'est la preuve d'un manque d'engagement de votre part. Je m'interroge maintenant sur le sérieux du gouvernement vis-à-vis du multiculturalisme. Je n'ai jamais vu de projet de loi qui ne définisse pas les modalités les buts et les principes dans le préambule.

Maintenant, j'aimerais examiner le budget consacré au multiculturalisme.